

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 24 décembre 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "organique de l'enseignement du service social", a donné en sa séance du 8 janvier 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e December 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het onderwijs van maatschappelijk dienstbetoon", heeft ter zitting van 8 Januari 1952 het volgend advies gegeven :

Comme aux termes de l'article 17, alinéa 2, de la Constitution, l'instruction publique donnée aux frais de l'Etat est réglée par la loi, le Conseil d'Etat est d'avis que les articles 10 et 33 du projet, en tant qu'ils permettent au Roi de créer des écoles, n'auraient de base légale que si l'arrêté projeté était pris après l'adoption du projet de loi sur l'enseignement technique actuellement soumis aux Chambres législatives. Cette base devrait d'ailleurs être visée au préambule.

\+

\+ \+

L'article 2 est dépourvu d'utilité. Il fait double emploi tant avec l'article 4 qu'avec l'article 26 du projet. Le Conseil d'Etat en propose la suppression.

\+

\+ \+

L'article 32 du projet n'a pas pour objet de créer ou d'organiser l'attribution du diplôme de "gradué". Cette création et cette organisation doivent être l'oeuvre d'un arrêté ultérieur. Il appartiendra dès lors à celui-ci d'introduire dans l'article 6 du présent projet une disposition relative à l'admission à l'enseignement des titulaires de ce diplôme. A défaut d'existence du titre, l'article 6 ne peut actuellement prévoir cette admission.

\+

\+ \+

.../...

Le projet prévoit, en son article 7, que les stages ne peuvent être effectués que dans "des organismes suffisamment qualifiés pour assurer la formation méthodique des étudiants".

Cette notion est imprécise. L'étudiant ou l'école, à défaut de connaître les critères de l'administration, pourrait être exposé à un refus d'admission à l'examen alors qu'aucune observation préalable n'aurait été faite.

Pour pallier cette imprécision, le Conseil d'Etat propose de compléter l'article par le texte suivant :

"L'école se soumet à cet égard aux instructions qui lui sont données par le Ministre de la Justice.".

\+

\+ \+

Par souci de clarté et de méthode, le Conseil d'Etat propose d'introduire, dans l'alinéa 2 de l'article 8 du projet, toutes les dispositions relatives à l'examen d'entrée figurant dans les articles 19 et 23.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 9 du projet doit être supprimé, pour les raisons suivantes :

En ce qui concerne les écoles agréées, le droit de formuler à l'égard des étudiants des exigences supplémentaires et celui de les admettre ou de les refuser existe indépendamment de toute disposition réglementaire, en vertu du principe constitutionnel de la liberté d'enseignement.

En vertu de l'article 17, alinéa 2, de la Constitution, l'enseignement donné aux frais de l'Etat est réglé par la loi et par les arrêtés pris en exécution de celle-ci.

En ce qui concerne ses écoles, l'Etat ne pourrait donc formuler des exigences non prévues dans la réglementation.

\+

\+ +

Dans l'article 11, alinéas 2 et 6, les expressions "séminaires" et "cercles d'études" se rapportent à ce qu'il est d'usage , dans les textes législatifs, de qualifier "travaux pratiques". Le Conseil d'Etat propose l'emploi de cette dernière expression. L'expression "cercle d'étude" est inadéquate parce qu'elle implique une idée d'association.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose la suppression de l'alinéa 5 de l'article 11 parce qu'il est dépourvu d'utilité juridique : il appartiendra au Roi, s'il crée d'autres séries de cours à option, de compléter l'alinéa 4.

\+

\+ + .../...

L'article 16, alinéa 2 du projet prévoit que les porteurs du diplôme d'auxiliaire social mentionnant la série des cours à option "Education populaire" peuvent obtenir une mention spéciale supplémentaire de bibliothécaire après avoir subi avec succès un examen sur des matières déterminées par le Ministre de la Justice.

Il y a lieu de signaler que ces bibliothécaires ne seront pas admis comme tels dans les bibliothèques publiques qui demandent à être agréées sur la base de la loi du 17 octobre 1921, à moins qu'ils soient porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat d'études moyennes supérieures qui les dispense de plein droit d'avoir le diplôme de bibliothécaire obtenu à la suite d'un examen organisé par le Ministère de l'Instruction publique.

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement d'assimiler le diplôme prévu au projet au certificat d'aptitude prévu par la loi du 17 octobre 1921, il conviendrait que le Gouvernement le précise et que la dite loi soit visée dans le préambule.

\+

\+ \+

L'organisation des examens de passage au sens de l'article 20 du projet comprend, dans les intentions du Gouvernement, la nomination du jury, la fixation de la date des sessions, la détermination des épreuves orales et écrites et la répartition des points entre les diverses matières. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de préciser ces intentions dans le texte.

.../...

Il y a lieu également d'introduire, dans cet article, la disposition de l'article 23 du projet relative à l'assistance d'un délégué de l'Etat aux premiers examens de passage.

\+

\+ +

La deuxième phrase du 1er alinéa de l'article 21 du projet implique une attribution de points revêtant un caractère définitif antérieurement même à la délibération. Il conviendrait de préciser cette intention par un texte plus explicite.

\+

\+ +

Le deuxième alinéa de l'article 21 du projet prévoit l'attribution de grades sans qu'aucune disposition du projet en règle l'octroi.

Il y est substitué, dans le projet figurant ci-après, un texte qui traduit les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 23, le premier examen de passage est subi devant un jury constitué, dans chaque école, par les membres du personnel enseignant. Le Conseil d'Etat suppose que ce jury n'est

pas composé de tous les membres du personnel enseignant de l'école et est d'avis que, dans ce cas, il convient de préciser par quelle autorité les membres du jury et, éventuellement, leurs suppléants sont désignés.

\+

\+ +

Relativement à l'article 25, le Conseil d'Etat fait observer que les règles relatives à la composition de tout jury central prévoient la proportion selon laquelle les membres de l'enseignement libre et ceux de l'enseignement de l'Etat sont appelés à en faire partie. Il estime qu'il doit en être de même en ce qui concerne les jurys centralisés prévus par le projet.

\+

\+ +

L'alinéa 1er de l'article 27 du projet fait allusion à des "rapporteurs" qu'aucune autre disposition n'institue.

L'article 11 de l'arrêté royal du 11 juin 1935 abrogé par le projet règle la même matière en des termes beaucoup plus précis. Le Conseil d'Etat estime qu'il est opportun de les reprendre, à moins que l'intention du Gouvernement soit différente, auquel cas il conviendrait de la préciser.

\+

\+ +

L'article 30 du projet prévoit certains cas spéciaux : ceux de candidats au titre d'auxiliaire social qui :

1° ont atteint l'âge de 30 ans avant le 31 décembre précédant l'examen de 2ème année et qui justifient avoir, pendant dix années, exercé avec succès des activités à caractère nettement social;

2° après l'examen de 1ère année, ont effectué à la Colonie tout ou une partie des stages prévus à l'article 13;

3° sont déjà en possession soit d'un diplôme légal d'infirmier, soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

"Pour ces candidats notamment", dit le projet, "le Ministre détermine dans quelle mesure peuvent être abrégées les études et selon quelles règles sont subis les examens ".

Cette disposition constitue une délégation des pouvoirs conférés au Roi par l'article 1er de la loi du 12 juin 1945.

On peut admettre au sein du pouvoir exécutif, dans une mesure limitée et dans des matières de détail, une certaine délégation du pouvoir du Roi à ses ministres. Toutefois, par l'usage du mot "notamment", le projet donne à cette délégation un caractère illimité et que le Conseil d'Etat juge illégal.

\+

\+ \+

.../...

Le texte de l'article 31 du projet est imprécis. Le Conseil d'Etat croit traduire les intentions du Gouvernement en présentant le texte suivant:

"Le Ministre de la Justice détermine dans quelles conditions seront admises à obtenir le diplôme d'auxiliaire social, les personnes de nationalité belge ou étrangère qui ont fait tout ou partie de leurs études de service social à l'étranger.".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat estime que l'article 32 du projet doit être supprimé. Il n'est pas d'usage que le Roi consigne dans un de ses arrêtés des intentions futures.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le deuxième paragraphe de l'article 41 du projet. La seule portée de cette disposition est, en effet, d'assimiler aux études accomplies en vue de l'obtention du titre d'auxiliaire social des études suivies par des personnes qui étaient déjà, antérieurement, titulaires de ce titre. Il n'est donc octroyé à ces personnes rien qu'elles ne possédassent déjà.

\+

\+ +

Pour le surplus, et sous la réserve des observations qui précèdent et de la nécessité de mettre éventuellement le projet en concordance avec les dispositions de la future loi organique de l'enseignement technique, le Conseil d'Etat propose les modifications de forme et de présentation reprises au projet figurant ci-après.

ARRETE ROYAL ORGANIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DU SERVICE SOCIAL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 juin 1945 sur la protection du titre d'auxiliaire ou d'assistant social;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1933 organique de l'enseignement technique, industriel, commercial, professionnel et ménager, modifié par les arrêtés du Régent des 30 septembre 1946 et 10 octobre 1948;

Vu l'arrêté du Régent du 31 décembre 1947 créant l'Institut d'études sociales de l'Etat à Quaregnon;

Vu l'arrêté du Régent du 13 avril 1948 créant l'Institut d'études sociales de l'Etat à Bruxelles;

Vu l'arrêté du Régent du 13 avril 1948 créant l'Institut d'études sociales de l'Etat à Courtrai;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat, notamment l'article 7;

.../...

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1951 portant création du Conseil supérieur de l'enseignement technique, modifié par les arrêtés royaux des 2 juillet, 20 septembre et 1951;

Vu l'arrêté royal du 1952 portant création du Conseil supérieur de l'enseignement du service social, notamment les articles 6 et 8;

Considérant que dans les écoles de service social de l'Etat des expériences pédagogiques ont été faites avant de déterminer éventuellement de manière définitive le programme des études de conseiller social; qu'aux Instituts de Courtrai et de Quaregnon les études ont été organisées suivant un cycle complet de trois années, tandis qu'à l'Institut de Bruxelles ces études comportant une année, n'étaient accessibles qu'aux diplômés auxiliaires sociaux ou à des personnes justifiant d'une longue pratique de service social;

Considérant qu'il est nécessaire d'unifier et de coordonner l'enseignement donné par les écoles de service social;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le 18 août 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de la Justice et de l'Instruction publique,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er. - DU DIPLOME D'AUXILIAIRE SOCIAL.

Article 1er.-

Le diplôme d'auxiliaire social ne peut être délivré que dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 2.-

Il est tenu au Ministère de la Justice un répertoire des personnes qui ont obtenu le diplôme d'auxiliaire social.

CHAPITRE II. DES ECOLES DE SERVICE SOCIAL.

Article 3.-

Pour pouvoir présenter des candidats devant les jurys chargés des épreuves de passage et de fin d'études, une école doit se conformer tant aux dispositions du présent arrêté qu'à celles des arrêtés et règlements pris pour en assurer l'application et être organisée ou agréée par l'Etat.

Article 4.-

L'école doit être établie dans un centre dont l'importance permet les visites et les stages indispensables à la formation pratique des étudiants.

Article 5.-

Les écoles de service social sont assimilées aux écoles techniques supérieures, reprises au littera A de l'article 1er de l'arrêté royal du 10 juillet 1933.

Les directeurs, professeurs et chargés de cours doivent être porteurs du diplôme prévu à l'article 2 de l'arrêté royal du 11 mars 1933 ou du diplôme prévu à l'article 31 du présent arrêté. Les cours spéciaux peuvent être donnés par des spécialistes qualifiés.

Les moniteurs doivent être porteurs au moins du diplôme d'auxiliaire social.

Article 6.-

Les stages ne peuvent être effectués que dans des organismes suffisamment qualifiés pour assurer la formation méthodique des étudiants.

L'école se soumet à cet égard aux instructions qui lui sont données par le Ministre de la Justice.

Article 7.-

Pour pouvoir être admis à suivre les cours en vue de l'obtention du diplôme d'auxiliaire social, l'étudiant doit être porteur soit du certificat homologué d'humanités anciennes ou modernes, soit du certificat agréé d'humanités modernes, section économique, soit du diplôme de fin d'études d'école normale, soit du certificat de fin d'études de l'enseignement technique ou agricole du degré secondaire, obtenu

.../...

dans les institutions organisées ou agréées par l'Etat et répondant aux conditions déterminées par les Ministres de la Justice et de l'Instruction publique.

Les candidats qui ne remplissent pas les conditions prévues au présent article, seront soumis à un examen d'entrée à l'effet d'établir qu'ils possèdent un développement intellectuel suffisant. Le Ministre de la Justice en détermine le programme et nomme le jury parmi les professeurs de l'école.

Ne pourront être autorisés à participer à cette épreuve que les candidats qui atteindront l'âge de 18 ans avant le 31 décembre de l'année de leur inscription. Aucune dispense ne sera admise.

Article 8.-

Les écoles de service social de l'Etat sont créées par le Roi sur proposition du Ministre de l'Instruction publique.

Les écoles de service social organisées par les pouvoirs provinciaux, communaux ou par des particuliers peuvent, si elles satisfont aux conditions exigées par le présent arrêté, être agréées par le Roi sur proposition du Ministre de l'Instruction publique.

La procédure prévue par les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 1952 portant création du Conseil supérieur de l'enseignement du service social sera suivie dans les cas prévus aux alinéas 1er et 2 du présent article.

CHAPITRE III. DE L'ENSEIGNEMENT.

Article 9.-

Les études en vue de l'obtention du diplôme d'auxiliaire social s'étendent sur trois années.

La première année assure une formation générale orientée vers le service social au moyen de cours théoriques, de travaux pratiques ou de visites d'organismes sociaux.

L'enseignement donné en deuxième année complète cette formation générale et comporte, en outre, des stages, trois séries de cours à option, destinés à préparer l'étudiant à un travail spécialisé.

Ces cours à option sont groupés en trois séries :

1° protection de l'enfance - assistance - prévoyance;

2° questions sociales et économiques;

3° éducation populaire.

Au cours de la troisième année la formation et la spécialisation des étudiants sont complétées par des stages, des cours théoriques et des travaux pratiques.

Article 10.-

Le diplôme délivré au terme des études, mentionne la série des cours à option suivie par l'étudiant conformément à l'article 9.

.../...

Article 11.-

Les cours théoriques, les travaux pratiques et les visites d'organismes sociaux comportent au moins :

750 heures en première année;
450 heures en deuxième année;
80 heures en troisième année.

Article 12.-

Les stages prévus à l'article 9 ont une durée de 5 mois en deuxième année et de 9 mois en troisième année. Chaque élève est muni d'un carnet de stage dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre de la Justice.

Article 13.-

Le Ministre de la Justice détermine le programme minimum des études et notamment :

1° les matières dont l'enseignement est obligatoire et leur contenu minimum;

2° le nombre d'heures minimum réservé à chaque matière;

3° les modalités des stages.

Article 14.-

Les porteurs du diplôme d'auxiliaire social qui désirent obtenir la mention supplémentaire d'une autre série de cours à option doivent se consacrer entièrement pendant une année scolaire, aux cours et

aux stages (quatre mois au moins) relatifs à cette série. Ils pourront subir la même année l'examen de la deuxième ou de la troisième année.

Les porteurs du diplôme d'auxiliaire social, mentionnant la série des cours à option "Education populaire", peuvent obtenir une mention spéciale supplémentaire de bibliothécaire après avoir subi avec succès un examen sur des matières déterminées par le Ministre de la Justice.

CHAPITRE IV. DES EXAMENS DE PASSAGE ET DE FIN D'ETUDES.

Article 15.-

Pour être admis au premier examen de passage, les étudiants doivent avoir suivi régulièrement les cours de première année.

Pour pouvoir être admis au deuxième examen de passage, les étudiants doivent avoir subi avec succès le premier examen de passage, suivi régulièrement les cours de deuxième année et accompli au moins 5 mois de stages effectifs.

Pour pouvoir être admis à l'examen final, les élèves doivent avoir subi avec succès le deuxième examen de passage, suivi régulièrement les cours de troisième année, et accompli 9 mois de stages effectifs.

.../...

Article 16.-

Les étudiants ne peuvent être présentés à l'examen de deuxième année, qu'une année scolaire au moins après avoir subi avec succès l'examen de première année.

Un intervalle de même durée doit séparer les examens ultérieurs, sans préjudice des dispenses et dérogations prévues au chapitre V.

La présentation du carnet de stage prévu à l'article 12 est obligatoire pour les candidats se présentant aux examens de passage de deuxième en troisième année et de fin d'études.

Après trois échecs au même examen, les candidats ne sont plus admis à se présenter devant aucun des jurys organisés en exécution du présent arrêté.

Article 17.-

Le Ministre de la Justice nomme les membres du jury des examens de passage, fixe la date de la session et détermine parmi les matières inscrites au programme, celles qui font l'objet d'un interrogatoire oral et celles qui font l'objet d'une épreuve écrite ainsi que les points attribués pour chaque matière.

Il peut désigner un délégué de l'Etat pour assister aux premiers examens de passage.

.../...

Article 18.-

Pour satisfaire aux examens de passage, l'étudiant doit obtenir au moins 60 p.c. des points attribués pour l'ensemble des branches et au moins 50 p.c. des points dans chacune d'elles.

Le jury constate que l'étudiant a subi l'épreuve d'une manière satisfaisante, avec distinction, grande distinction ou la plus grande distinction, selon qu'il a obtenu 60 p.c., 70 p.c., 80 p.c. ou 90 p.c. des points attribués pour l'ensemble des branches.

Pour avoir subi l'épreuve avec distinction, grande distinction ou la plus grande distinction, l'étudiant ne peut avoir obtenu dans aucune branche une cote inférieure à respectivement 60 p.c., 70 p.c. ou 80 p.c. des points.

Article 19.-

L'examen final comporte :

1° la présentation d'un rapport personnel et critique d'observation sociale en relation avec les stages accomplis par le candidat;

2° la discussion de ce rapport devant le jury, suivi d'un interrogatoire.

.../...

Pour réussir à l'examen final, le candidat doit obtenir au moins 60 p.c. de l'ensemble des points.

Le Ministre de la Justice détermine la procédure de l'examen final ainsi que la répartition des points.

La disposition de l'article 18, alinéa 2, est applicable à cet examen final.

Article 20.-

Le premier examen de passage est subi devant un jury constitué dans chaque école au sein du personnel enseignant.

Article 21.-

Le deuxième examen de passage et l'examen de fin d'études sont subis devant un jury centralisé et unique dont les membres sont nommés par le Ministre de la Justice.

Il peut être prévu un suppléant pour chacun des membres du jury.

Nul ne peut prendre part, en qualité de membre d'un jury, à l'épreuve orale ou écrite d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

.../...

Article 22.-

Les demandes d'inscription aux examens de passage et de fin d'études sont adressées par les écoles au Ministère de la Justice, un mois avant les examens. Un candidat ne peut être présenté que par l'école dont il a suivi les cours et qui l'a signalé comme régulièrement inscrit au début de l'année soclaire, sauf l'exception prévue à l'article 31.

Les demandes d'inscription ne sont recevables que si toutes les conditions imposées par le présent arrêté sont réunies; elles donnent lieu à la perception d'un droit d'inscription dont le montant est fixé par le Ministre de la Justice.

Article 23.-

Un mois au plus tard avant l'examen, les travaux d'observation sociale prévus à l'article 19 sont envoyés par l'école au Ministre de la Justice qui les transmet au président du jury. Ces travaux seront distribués entre les membres du jury, qui feront rapport sur les travaux avant l'examen.

Après la session, un exemplaire des travaux reçus est déposé à la bibliothèque du Ministère de la Justice.

CHAPITRE V. DES DEROGATIONS.

Article 24.-

Les demandes tendant à bénéficier d'une

.../...

des dérogations prévues au présent arrêté sont adressées au Ministre de la Justice par l'école où l'étudiant est inscrit.

Article 25.-

Par dérogation à l'article 16, l'étudiant qui n'a pu se présenter à l'examen de première ou de deuxième année, par suite d'un cas de force majeure dont il doit fournir la preuve, ou qui a subi un échec à l'examen de passage de deuxième en troisième année, peut solliciter du Ministre de la Justice l'autorisation de subir deux épreuves la même année.

Article 26.-

Le Ministre de la Justice détermine dans quelle mesure peuvent être abrégées les études et selon quelles règles sont subis les examens pour :

1° les étudiants qui ont atteint l'âge de 30 ans avant le 31 décembre précédant l'examen de deuxième année et qui justifient avoir, pendant dix années, exercé avec succès des activités à caractère nettement social;

2° les étudiants qui, après l'examen de la première année, ont effectué à la Colonie tout ou une partie des stages prévus à l'article 12;

3° les candidats à l'obtention d'un diplôme d'auxiliaire de service social qui sont déjà en possession soit d'un diplôme légal d'infirmier, soit d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

.../...

Article 27.-

Le Ministre de la Justice détermine dans quelles conditions seront admises à obtenir le diplôme d'auxiliaire social les personnes de nationalité belge ou étrangère qui ont fait tout ou partie de leurs études de service social à l'étranger.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 28.-

Les écoles peuvent organiser des cours ou des conférences sur des matières qui ne sont pas imposées par le programme minimum.

Article 29.-

Un enseignement préparatoire appelé "cours de présélection" qui s'étend sur une année scolaire, peut être organisé. Cet enseignement est assimilé à celui de la catégorie A/2 prévue par l'arrêté royal du 10 juillet 1933.

Les sections sont créées ou agréées par le Roi, sur proposition du Ministre de l'Instruction publique.

.../...

Article 30.-

Le passage d'un étudiant d'une école à l'autre, pendant le cours de l'année scolaire, ne sera admis qu'avec l'accord des établissements intéressés qui seront tenus d'en informer le Ministre de la Justice.

La présentation à l'examen sera faite en ce cas par l'école dont l'étudiant aura suivi les cours en dernier lieu.

Article 31.-

Dans les limites des crédits portés à cet effet dans les lois budgétaires, des bourses d'études peuvent être octroyées à des étudiants sur proposition des écoles. L'octroi de ces bourses, ainsi que leur nombre et leur montant, seront réglés par le Roi sur proposition du Ministre de l'Instruction publique.

Article 32.-

Pendant toute la durée des études, l'école doit surveiller l'état de santé de ses élèves par des examens médicaux périodiques.

Article 33.-

L'inspection scientifique et pédagogique des écoles est assurée par le Ministre de la Justice. Le contrôle administratif incombe au Ministre de l'Instruction publique.

.../...

Article 34.-

Les membres des jurys d'examen, les membres des services d'inspection et de contrôle ainsi que les personnes chargées de mission d'inspection peuvent recevoir une indemnité de vacation ainsi qu'une indemnité pour frais de route et de séjour dont le montant est fixé par le Ministre de la Justice et par le Ministre de l'Instruction publique, chacun pour ce qui le concerne.

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET EXCEPTIONNELLES.

Article 35.-

Les étudiants qui ont commencé les études conduisant au diplôme d'auxiliaire social ou de conseiller social sous le régime des dispositions antérieures resteront soumis jusqu'au terme de leurs études, pour autant que celles-ci soient terminées avant le 1er janvier 1955, à celles de ces dispositions qui concernant les programmes et les examens.

Article 36.-

Les membres du personnel actuellement en fonction dans les écoles organisées ou agréées par l'Etat à la date du présent arrêté, et qui ne rempliraient pas les conditions prévues à l'article 6, bénéficient d'une dispense de diplôme permettant leur maintien en activité.

.../...

Article 37.-

Les études conduisant au titre de conseiller social et organisées dans les Instituts d'études sociales de l'Etat à Quaregnon et à Courtrai sont assimilées aux études en vue de l'obtention du diplôme d'auxiliaire social pour les étudiants qui auront satisfait à l'examen final avant le 1er janvier 1955.

Article 38.-

Par dérogation à l'article 7 de l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat, sont maintenus en vigueur jusqu'à la date de la publication du présent arrêté :

1° l'article 16, alinéa 4, de l'arrêté royal du 11 juin 1935 portant coordination des dispositions relatives à l'organisation des écoles de service social;

2° l'arrêté du Régent du 10 décembre 1945 relatif à la fixation du jeton de présence des présidents et membres des jurys des écoles de service social.

CHAPITRE VIII. DISPOSITIONS FINALES.

Article 39.-

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur pour la première année d'études en 1951 (année scolaire 1951-1952). Elles seront applicables progressivement pour les années d'études suivantes.

.../...

Article 40.-

Seront abrogés, au fur et à mesure de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de la manière prévue par l'article 39 :

1° l'arrêté royal du 11 juin 1935 portant coordination des dispositions relatives à l'organisation des écoles de service social, modifié par les arrêtés royaux des 24 mars et 12 juin 1936 et par les arrêtés du Régent des 8 mars 1946 et 11 mars 1947;

2° l'arrêté du Régent du 1er juin 1949 organisant les épreuves de passage et de fin d'études dans les Instituts d'études sociales de l'Etat.

Article 41.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Instruction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de l'Instruction publique,

Le Ministre des Finances,

Daar het openbaar onderwijs, op 's Lands kosten gegeven, luidens artikel 17, tweede lid, van de Grondwet, bij de wet wordt geregeld, is de Raad van State van advies dat de artikelen 10 en 33 van het ontwerp, voor zover zij de Koning machtigen tot het oprichten van scholen, alleen dan rechtsgrond hebben zo het ontworpen besluit wordt genomen na de goedkeuring van het ontwerp van wet op het technisch onderwijs, dat thans in de Wetgevende Kamers ter tafel ligt. Overigens verwijze men in de inleiding naar die grondslag.

\+

\+ \+

Artikel 2 is nutteloos. Het is zowel een herhaling van artikel 4 als van artikel 26 van het ontwerp. De Raad van State stelt voor het weg te laten.

\+

\+ \+

Artikel 32 van het ontwerp strekt er niet toe, de toekenning van het diploma van "gegradueerde" in te stellen of te regelen. Die instelling en die regeling moeten in een later besluit hun beslag krijgen. Dat besluit zal dan ook in artikel 6 van dit ontwerp een bepaling moeten invoeren betreffende de toelating der houders van dat diploma tot het onderwijs. Waar de titel nog niet bestaat, kan artikel 6 thans niet in die toelating voorzien.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt dat de stages slechts mogen gedaan worden in "instellingen welke voldoende bevoegd zijn om de methodische opleiding van de studenten te verzekeren".

Dat begrip is onduidelijk. Door de criteria van het bestuur niet te kennen, kan een student of een school de weigering oplopen tot het examen te worden toegelaten, hoewel vooraf geen enkele opmerking zou gemaakt zijn.

Om die onduidelijkheid te verhelpen, stelt de Raad van State voor, het artikel met de volgende tekst aan te vullen :

"De school volgt terzake de richtlijnen van de Minister van Justitie.".

\+

\+ +

Met het oog op duidelijkheid en methode stelt de Raad van State voor, in het tweede lid van artikel 8 van het ontwerp al de in de artikelen 19 en 23 voorkomende bepalingen betreffende het toelatingsexamen op te nemen.

\+

\+ +

Naar het advies van de Raad van State, moet artikel 9 van het ontwerp om de volgende redenen worden weggelaten :

.../...

Wat betreft de aangenomen scholen, bestaat het recht om ten opzichte van de studenten bijkomende eisen te stellen en om hen toe te laten of te weigeren, krachtens het grondwetsbeginsel inzake de vrijheid van onderwijs, onafhankelijk van enige reglementsbepaling.

Krachtens artikel 17, tweede lid, van de Grondwet wordt het op 's Lands kosten gegeven onderwijs geregeld bij de wet en bij de besluiten ter uitvoering van die wet genomen.

Wat betreft zijn scholen, kan het Rijk dus geen eisen stellen die in de reglementering niet zijn bepaald.

\+

\+ \+

In artikel 11, tweede en zesde lid, hebben de woorden "oefenkringen" en "studiekringen" betrekking op wat in wetteksten gewoonlijk "practische oefeningen" wordt genoemd. De Raad van State stelt voor, laatstgenoemde uitdrukking te gebruiken. Het woord "studiekring" past hier niet omdat het een idee van vereniging inhoudt.

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State stelt voor, het vijfde lid van artikel 11 weg te laten, omdat het juridisch geen nut heeft: de Koning kan het vierde lid aanvullen zo hij andere reeksen van keuzevakken invoert.

\+

\+ \+

Artikel 16, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat de houders van het diploma van maatschappelijk assistent waarop de reeks van keuzevakken "Volksopvoeding" vermeld is, een bijzondere bijkomende melding van bibliothecaris kunnen bekomen, na met goed gevolg een examen over een door de Minister van Justitie bepaalde leerstof te hebben afgelegd.

Er dient op gewezen te worden dat die bibliothecarissen niet als zodanig in aanmerking komen voor openbare bibliotheken welke aanvragen om op grond van de wet van 17 October 1921 te worden erkend, tenzij zij houder zijn van een diploma van hoger onderwijs of van een getuigschrift van hogere middelbare studiën waardoor zij van rechtswege zijn ontslagen van het bibliothecarisdiploma, behaald ingevolge een door het Ministerie van Openbaar Onderwijs ingericht examen.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, het in het ontwerp genoemde diploma gelijk te stellen met het bekwaamheidsgetuigschrift bij de wet van 17 October 1921 bepaald, dan zegge de Regering dat duidelijk en vermelde men genoemde wet in de inleiding.

\+ .../...

\+ \+

De inrichting van de overgangsexamens in de zin van artikel 20 van het ontwerp omvat, volgens de bedoelingen van de Regering, de aanstelling der examencommissie, het vaststellen van de datum der zittijden, het vaststellen van de mondelinge en schriftelijke examens en het verdelen van de punten over de verschillende vakken. De Raad van State is van advies dat die bedoelingen in de tekst nader dienen bepaald te worden.

Men neme in dat artikel eveneens op wat in artikel 23 van het ontwerp is bepaald met betrekking tot de aanwezigheid van de afgevaardigde van de Staat op de eerste overgangsexamens.

\+

\+ \+

De tweede volzin van het eerste lid van artikel 21 van het ontwerp houdt in dat reeds vóór de beraadslaging definitieve punten worden toegekend. Om die bedoeling duidelijker weer te geven, is een meer expliciete tekst gewenst.

\+

\+ \+

In het tweede lid van artikel 21 van het ontwerp is sprake van het verlenen van graden doch generlei bepaling van het ontwerp regelt de toekenning daarvan.

.../...

In het hierna voorgesteld ontwerp wordt dat lid vervangen door een tekst die de bedoelingen van de Regering,zoals deze aan de Raad van State zijn uiteengezet, tot hun recht doet komen.

\+

\+ \+

Luidens artikel 23 wordt het eerste overgangsexamen afgelegd voor een examencommissie die in elke school samengesteld is uit de leden van het onderwijzend personeel. De Raad van State onderstelt dat niet alle leden van het onderwijzend personeel van de examencommissie deel uitmaken en adviseert dat, in zodanig geval, nader moet worden bepaald welke overheid de leden van de examencommissie,en eventueel hun plaatsvervangers, aanwijst.

\+

\+ \+

Bij artikel 25 laat de Raad van State opmerken dat in de regeling betreffende de samenstelling van enige centrale examencommissie aangegeven is volgens welke verhouding een beroep gedaan wordt op leden van het vrij onderwijs en van het Rijksonderwijs. Hij oordeelt dat zulks eveneens het geval zou moeten zijn voor de gecentraliseerde examencommissies bedoeld in het ontwerp.

\+

\+ \+

.../...

In het eerste lid van artikel 27 van het ontwerp is sprake van "verslaggevers", hoewel zodanige functies door geen andere bepaling worden ingesteld.

Dezelfde materie werd in heel wat nauwkeuriger bewoordingen geregeld door artikel 11 van het koninklijk besluit van 11 Juni 1935, hetwelk bij onderhavig ontwerp wordt opgeheven. De Raad van State is van oordeel dat het aangewezen is diezelfde bewoordingen over te nemen, tenzij de Regering andere voornemens had, in welk geval zij deze dan ook zou moeten toelichten.

\+

\+ +

Artikel 30 van het ontwerp handelt over sommige bijzondere gvallen, namelijk die van candidaten voor de titel van maatschappelijk assistent die :

1° de leeftijd van 30 jaar hebben bereikt vóór de 31e December voorafgaand aan het examen van het tweede jaar en die bewijzen dat zij gedurende tien jaar met goed gevolg een activiteit met kennelijk maatschappelijk karakter hebben uitgeoefend;

2° na het examen van het eerste jaar, de in artikel 13 bepaalde stages geheel of ten dele in de Kolonie hebben gedaan;

3° reeds houder zijn hetzij van een wettelijk diploma van ziekenverpleger, hetzij van een diploma van hoger onderwijs.

.../...

"Voor die candidaten onder meer", aldus het ontwerp," bepaalt de Minister in welke mate de studiën mogen ingekort en volgens welke regelen de examens afgelegd worden.".

Deze bepaling is op zichzelf een overdracht van de macht, bij artikel 1 van de wet van 12 Juni 1945 aan de Koning toegekend.

Binnen de uitvoerende macht is een bepaalde overdracht van macht vanwege de Koning aan zijn ministers, in beperkte mate en voor detailaangelegenheden aan te nemen. Door evenwel de woorden "onder meer" te gebruiken, verleent het ontwerp aan die overdracht een onbeperkt en naar het oordeel van de Raad van State onwettelijk karakter.

\+

\+ \+

De tekst van artikel 31 van het ontwerp is onduidelijk. De Raad van State meent met navolgende tekst de bedoelingen van de Regering weer te geven :

"De Minister van Justitie bepaalt onder welke voorwaarden personen van Belgische of vreemde nationaliteit die hun studiën van maatschappelijk dienstbetoon geheel of gedeeltelijk in het buitenland hebben gedaan, het diploma van maatschappelijk assistent kunnen behalen.".

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State is van advies dat artikel 32 van het ontwerp moet wegvallen. Het is niet gebruikelijk dat de Koning in een zijner besluiten toekomstige bedoelingen neerlegt.

+

\+ +

De Raad van State stelt voor, de tweede paragraaf van artikel 41 van het ontwerp te schrappen. Oogmerk van die bepaling is immers uitsluitend, met de studiën tot het behalen van de titel van maatschappelijk assistent gelijk te stellen de studiën gedaan door personen die reeds vroeger die titel bezaten. Aan die personen wordt dus niets verleend dat zij niet reeds hadden verkregen.

+

\+ +

Behoudens de bovenvermelde opmerkingen en de noodzakelijkheid het ontwerp eventueel in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de aanstaande wet tot regeling van het technisch onderwijs, stelt de Raad van State nog sommige wijzigingen betreffende vorm en inkleding voor die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT REGELING VAN HET ONDERWIJS VAN MAATSCHAPPELIJK DIENSTBETOON.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 12 Juni 1945 tot bescherming van de titel van maatschappelijk assistent ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 Juli 1933 tot regeling van het technisch, nijverheids-, handels-, vak- en huishoudonderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 30 September 1946 en 10 October 1948 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 31 December 1947 houdende oprichting van het Rijksinstituut voor sociale studiën te Quaregnon ;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 April 1948 houdende oprichting van het Rijksinstituut voor sociale studiën te Brussel ;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 April 1948 houdende oprichting van het Rijksinstituut voor sociale studiën te Kortrijk ;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, namelijk op artikel 7 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 9 Maart 1951 houdende oprichting van een Hoge Raad voor het technisch onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 Juli, 20 September en ... 1951 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 1952, houdende oprichting van de Hoge Raad voor het onderwijs van het maatschappelijk dienstbetoon, namelijk op de artikelen 6 en 8 ;

Overwegende dat in de Rijksscholen voor maatschappelijk dienstbetoon pedagogische proefnemingen werden gedaan vooraleer het programma der studiën van maatschappelijk adviseur eventueel op definitieve wijze vast te stellen; dat in de Instituten te Kortrijk en Quaregnon de studiën werden ingericht volgens een volledige cyclus van drie jaren, terwijl in het Instituut te Brussel deze studiën, die over één jaar liepen, slechts toegankelijk waren voor de gediplomeerde maatschappelijke assistenten of voor personen die van een lange praktijk in zake maatschappelijk dienstbetoon deden blijken ;

Overwegende dat het noodzakelijk is het onderwijs in de scholen voor maatschappelijk dienstbetoon eenvormig te maken en te ordenen ;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven 18 Augustus 1951 ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Openbaar Onderwijs,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - DIPLOMA VAN MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT.

Artikel 1.-

Het diploma van maatschappelijk assistent kan slechts onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden worden uitgereikt.

Artikel 2.-

Op het Ministerie van Justitie wordt een repertorium gehouden van de personen die het diploma van maatschappelijk assistent hebben bekomen.

HOOFDSTUK II. - SCHOLEN VOOR MAATSCHAPPELIJK DIENSTBETOON.

Artikel 3.-

Om candidaten te kunnen voordragen voor de examencommissie belast met de overgangs- en eindexamens, moet de school zich schikken zowel naar de bepalingen van dit besluit als naar die van de besluiten en reglementen genomen om in de toepassing er van te voorzien en moet zij door de Staat zijn ingericht of aangenomen.

Artikel 4.-

De school moet gevestigd zijn in een centrum dat door zijn belangrijkheid de voor de practische opleiding van de studenten onontbeerlijke bezoeken en stages mogelijk maakt.

.../...

Artikel 5.-

De scholen voor maatschappelijk dienstbetoon zijn gelijkgesteld met de hogere technische scholen, vermeld in littera A van artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 Juli 1933.

De bestuurders, leraars en lesgevers moeten houder zijn van het diploma voorgeschreven bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 Maart 1933 of van het diploma voorgeschreven bij artikel 31 van dit besluit. De speciale leergangen mogen door de specialisten gegeven worden.

De monitors moeten ten minste houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent.

Artikel 6.-

De stages mogen slechts verricht worden in instellingen welke voldoende geschikt zijn om in de methodische opleiding van de studenten te voorzien.

De school volgt ter zake de richtlijnen van de Minister van Justitie.

Artikel 7.-

Om te kunnen toegelaten worden tot het volgen der leergangen voor het bekomen van het diploma van maatschappelijk assistent, moet de student houder zijn of van het gehomologeerd getuigschrift van oude of moderne humaniora, of van het erkend getuigschrift van

.../...

moderne humaniora, economische afdeling, of van het einddiploma van normaalschool of van een getuigschrift van voleindigde studiën van het technisch- of landbouwonderwijs van de middelbare graad, bekomen in een door het Rijk ingericht of erkend instituut en beantwoordend aan de voorwaarden bepaald door de Ministers van Justitie en van Openbaar Onderwijs.

De candidaten die de in dit besluit gestelde voorwaarden niet vervullen, moeten een toelatingsexamen afleggen om er van te doen blijken dat zij een voldoende verstandelijke ontwikkeling bezitten. De Minister van Justitie bepaalt het programma er van en benoemt de examencommissie onder de leraren van de school.

Machtiging om aan dat examen deel te nemen wordt slechts gegeven aan de candidaten die vóór 31 December van het jaar van hun inschrijving de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt. Geen enkele vrijstelling wordt verleend.

Artikel 8.-

De Rijksscholen voor maatschappelijk dienstbetoon worden door de Koning opgericht op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs.

De scholen voor maatschappelijk dienstbetoon ingericht door de provincie of de gemeente of door particulieren kunnen, indien zij aan de vereisten van dit besluit voldoen, door de Koning erkend worden op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs.

.../...

In de gevallen bedoeld in het eerste en tweede lid van dit artikel, wordt gevolgd de procedure bepaald bij de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 1952 houdende oprichting van de Hoge Raad voor het onderwijs van het maatschappelijk dienstbetoon.

HOOFDSTUK III. - ONDERWIJS.

Artikel 9.-

De studiën met het oog op het bekomen van het diploma van maatschappelijk assistent lopen over drie jaren.

Het eerste jaar wordt gezorgd voor een algemene opleiding afgestemd op het maatschappelijk dienstbetoon, door middel van theoretische leergangen, practische oefeningen of bezoeken aan maatschappelijke instellingen.

Het in het tweede jaar gegeven onderwijs vult deze algemene opleiding aan en omvat naast de stages drie reeksen van keuzevakken, dienend om de student tot een gespecialiseerd werk voor te bereiden.

Die keuzevakken worden in drie reeksen ingedeeld :

1° kinderbescherming - bijstand - voorzorg ;

2° maatschappelijke en economische vraagstukken ;

3° volksopvoeding.

.../...

Tijdens het derde jaar worden de opleiding en de specialisatie van de studenten met stages, theoretische lessen en practische oefeningen aangevuld.

Artikel 10.-

Het diploma aan het einde van de studies uitgereikt, vermeldt de reeks keuzevakken welke de student overeenkomstig artikel 9 heeft gevolgd.

Artikel 11.-

Aan de theoretische lessen, de practische oefeningen en de bezoeken aan maatschappelijke instellingen worden ten minste besteed :

750 uren in het eerste jaar ;
450 uren in het tweede jaar ;
80 uren in het derde jaar.

Artikel 12.-

De in artikel 9 bedoelde stages duren 5 maanden in het tweede jaar en 9 maanden in het derde jaar. Iedere leerling krijgt een stageboekje waarvan de Minister van Justitie model en inhoud bepaalt.

Artikel 13.-

De Minister van Justitie bepaalt het minimumprogramma van de studiën en onder meer :

1° de vakken waarvan het onderwijs verplicht is en de minimuminhoud er van ;

.../...

2° het minimum aantal uren voor elk vak voorbehouden ;

3° de modaliteiten van de stages.

Artikel 14.-

De houders van het diploma van maatschappelijk assistent die de bijkomende vermelding van een andere reeks keuzevakken wensen te bekomen, moeten zich gedurende een schooljaar volledig wijden aan de lessen en de stages (ten minste vier maanden) die op deze reeks betrekking hebben. Zij kunnen hetzelfde jaar het examen over het tweede en het derde jaar afleggen.

De houders van het diploma van maatschappelijk assistent met vermelding van de reeks keuzevakken "Volksopvoeding", kunnen een bijzondere bijkomende vermelding van bibliothecaris bekomen, na met goed gevolg een examen over de door de Minister van Justitie bepaalde vakken afgelegd hebben.

HOOFDSTUK IV.- OVERGANGS- EN EINDEXAMENS.

Artikel 15.-

Om tot het eerste overgangsexamen te worden toegelaten, moeten de studenten de lessen van het eerste jaar regelmatig hebben gevolgd.

Om tot het tweede overgangsexamen te kunnen worden toegelaten, moeten de studenten het eerste overgangsexamen met goed gevolg afgelegd, de lessen van het tweede jaar regelmatig gevolgd en ten minste 5 maanden werkelijk stage gedaan hebben.

.../...

Om tot het eindexamen te kunnen worden toegelaten, moeten de leerlingen het tweede overgangsexamen met goed gevolg afgelegd, de lessen van het derde jaar regelmatig gevolgd en 9 maanden werkelijk stage gedaan hebben.

Artikel 16.-

De studenten kunnen voor het examen van het tweede jaar slechts voorgedragen worden ten minste één schooljaar nadat zij het examen van het eerste jaar met goed gevolg hebben afgelegd.

Tussen de latere examens moet een zelfde tijd verlopen, onverminderd de in hoofdstuk V bepaalde vrijstellingen en afwijkingen.

Het overleggen van het stageboekje in artikel 12 bedoeld is verplicht voor de candidaten die zich aanmelden voor het overgangsexamen van het 2e naar het 3e jaar en voor het eindexamen.

Candidaten die driemaal bij hetzelfde examen zijn afgewezen, mogen zich niet meer bij een van de examencommissies ter uitvoering van dit besluit samengesteld aanmelden.

.../...

Artikel 17.-

De Minister van Justitie benoemt de leden van de commissies voor de overgangsexamens, stelt de datum van de zittijd vast; hij bepaalt over welke op het programma aangenomen vakken mondeling dan wel schriftelijk wordt ondervraagd en hoeveel punten voor ieder vak worden toegekend.

Hij kan een afgevaardigde van de Staat aanwijzen om bij de eerste overgangsexamens aanwezig te zijn.

Artikel 18.-

Om voor de overgangsexamens te slagen, moet de student ten minste bekomen 60 t.h. van de punten toegekend voor het geheel der vakken, en ten minste 50 t.h. van de punten voor ieder vak afzonderlijk.

De examencommissie stelt vast dat de student het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding heeft afgelegd naargelang hij 60 t.h., 70 t.h., 80 t.h. of 90 t.h. van de punten, toegekend voor het geheel der vakken, heeft bekomen.

Om met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding te zijn geslaagd, mag de student voor geen enkel examengedeelte een cijfer hebben bekomen, dat respectievelijk kleiner is dan 60 t.h., 70 t.h. of 80 t.h. van de punten.

.../...

Artikel 19.-

Het eindexamen omvat :

1° het voorleggen van een persoonlijk en critisch verslag van maatschappelijke waarneming in verband met de door de candidaat gedane stages;

2° de bespreking van dit verslag voor de examencommissie, gevolgd door een ondervraging.

Om voor het eindexamen te slagen, moet de candidaat ten minste 60 t.h. van het geheel der punten bekomen.

De Minister van Justitie bepaalt de procedure van het eindexamen alsmede de verdeling der punten.

Het bepaalde in artikel 18, tweede lid, is op dat eindexamen van toepassing.

Artikel 20.-

Het eerste overgangsexamen wordt afgelegd voor een examencommissie samengesteld in elke school uit leden van het onderwijzend personeel.

Artikel 21.-

Het tweede overgangsexamen en het eindexamen worden afgelegd vóór een gecentraliseerde en enige examencommissie, waarvan de Minister van Justitie de leden benoemt.

.../...

Voor elk lid van de examencommissie kan een plaatsvervanger worden aangewezen.

Niemand mag als lid van een commissie het mondeling of schriftelijk examen van een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad bijwonen.

Artikel 22.-

De aanvragen om inschrijving voor de overgangsexamens en de eindexamens worden één maand vóór de examens door de scholen gericht aan het Ministerie van Justitie. Een candidaat kan slechts worden voorgedragen door de school waarvan hij de lessen gevolgd heeft en welke hem als bij de aanvang van het schooljaar regelmatig ingeschreven heeft opgegeven, behoudens de in artikel 31 vermelde uitzondering.

De aanvragen om inschrijving zijn slechts ontvankelijk, indien al de bij dit besluit opgelegde voorwaarden vervuld zijn; een inschrijvingsrecht, waarvan de Minister van Justitie het bedrag vaststelt, dient er voor betaald te worden.

Artikel 23.-

Ten laatste één maand vóór het examen, zendt de school de bij artikel 19 voorgeschreven verslagen van maatschappelijke waarneming aan de Minister van Justitie, die ze aan de voorzitter van de examencommissie overmaakt. Deze werken worden verdeeld over de leden van de commissie, die vóór het examen verslag uitbrengen over de werken.

Na de zittijd wordt een exemplaar van de ontvangen werken neergelegd in de bibliotheek van het Ministerie van Justitie.

.../...

HOOFDSTUK V.- AFWIJKINGEN.

Artikel 24.-

De aanvragen om in aanmerking te komen voor een van de afwijkingen bepaald in dit besluit worden aan de Minister van Justitie gericht door de school waar de student ingeschreven is.

Artikel 25.-

In afwijking van artikel 16 mag de student die, ingevolge een geval van overmacht waarvan hij het bewijs moet leveren, zich voor het examen van het eerste of van het tweede jaar niet heeft kunnen aanmelden, of die voor het overgangsexamen van het tweede naar het derde jaar niet geslaagd is, aan de Minister van Justitie toelating vragen om hetzelfde jaar twee examens af te leggen.

Artikel 26.-

De Minister van Justitie bepaalt in welke mate de studiën mogen ingekort en volgens welke regelen de examens afgelegd worden, voor :

1° de studenten die de leeftijd van 30 jaar bereikt hebben vóór de 31e December welke het examen van het tweede jaar voorafgaat en die bewijzen dat zij gedurende tien jaar met goed gevolg een activiteit met kennelijk maatschappelijk karakter hebben uitgeoefend;

.../...

2° de studenten die, na het examen van het eerste jaar, de stages bepaald in artikel 12 geheel of ten dele in de Kolonie hebben gedaan;

3° de candidaten voor het bekomen van een diploma van maatschappelijk assistent die reeds in het bezit zijn of van een wettelijk diploma van ziekenverpleger, of van een diploma van hoger onderwijs.

Artikel 27.-

De Minister van Justitie bepaalt onder welke voorwaarden, de personen van Belgische of vreemde nationaliteit die hun studiën van maatschappelijk dienstbetoon geheel of gedeeltelijk in het buitenland hebben gedaan, het diploma van maatschappelijk assistent kunnen bekomen.

HOOFDSTUK VI.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 28.-

De scholen kunnen lessen of lezingen inrichten over leerstoffen welke niet door het minimumprogramma opgelegd zijn.

Artikel 29.-

Een voorbereidend onderricht over één schooljaar, genaamd"preselectiecursus", kan worden ingericht. Dit onderricht is gelijkgesteld met dit van de categorie A/2, bepaald bij het koninklijk besluit van 10 Juli 1933.

.../...

De afdelingen worden door de Koning op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs opgericht of erkend

Artikel 30.-

De overgang van een student in de loop van het schooljaar van de ene naar de andere school, is slechts toegelaten met de instemming van de betrokken inrichtingen, welke de Minister van Justitie hiervan kennis moeten geven.

In zodanig geval wordt de student voor het examen voorgedragen door de school waar hij laatst de lessen heeft gevolgd.

Artikel 31.-

Binnen de perken van de kredieten die daartoe in de begrotingswetten zijn opgenomen, kunnen op de voordracht van de scholen studiebeurzen aan studenten worden toegekend. Het toekennen van die beurzen, alsmede het aantal en het bedrag er van, worden door de Koning op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs geregeld.

Artikel 32.-

Voor de ganse duur van de studiën moet de school door periodieke geneeskundige onderzoekingen voor de gezondheidstoestand van haar leerlingen waken.

Artikel 33.-

In de wetenschappelijke en opvoedkundige inspectie der scholen wordt voorzien door de Minister van Justitie. De administratieve contrôle berust op de Minister van Openbaar Onderwijs.

.../...

Artikel 34.-

De leden van de examencommissies, de leden van de inspectie- en contrôlediensten, alsmede de personen belast met een inspectieopdracht, kunnen een vacatievergoeding alsmede een vergoeding voor reis- en verblijfkosten ontvangen waarvan de Minister van Justitie en de Minister van Openbaar Onderwijs, ieder wat hem betreft, het bedrag vaststellen.

HOOFDSTUK VII.- OVERGANGS- EN UITZONDERINGSBEPALINGEN.

Artikel 35.-

Op de studenten die de studiën voor het bekomen van het diploma van maatschappelijk assistent of maatschappelijk adviseur onder het stelsel van de vroegere bepalingen begonnen zijn, blijven tot het einde van hun studiën, voor zoveel deze vóór 1 Januari 1955 geëindigd zijn, die bepalingen van toepassing welke de programma's en de examens betreffen.

Artikel 36.-

De leden van het personeel die thans in de door het Rijk ingerichte of erkende scholen op datum van dit besluit in functie zijn en die de in artikel 6 gestelde voorwaarden niet vervullen, bekomen vrijstelling van diploma ten einde in dienst te kunnen blijven.

.../...

Artikel 37.-

De studiën voor het bekomen van de titel van maatschappelijk adviseur, die ingericht werden door de Rijksinstituten voor sociale studiën te Quaregnon en te Kortrijk, worden gelijkgesteld met de studiën voor het bekomen van het diploma van maatschappelijk assistent, ten aanzien van de studenten die vóór 1 Januari 1955 voor het eindexamen slagen.

Artikel 38.-

In afwijking van artikel 7 van het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, worden tot de datum van de bekendmaking van dit besluit gehandhaafd :

1° artikel 16, vierde lid, van het koninklijk besluit van 11 Juni 1935 tot samenordening van de bepalingen betreffende de inrichting der scholen voor maatschappelijk dienstbetoon ;

2° het besluit van de Regent van 10 December 1945 betreffende de vaststelling van het presentiegeld van de voorzitters en leden van de examencommissies van de scholen voor maatschappelijk dienstbetoon.

HOOFDSTUK VIII.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 39.-

Het bepaalde in dit besluit treedt voor het eerste studiejaar in werking in 1951 (schooljaar 1951-1952). Het wordt geleidelijk op de volgende studiejaren toepasselijk.

.../...

Artikel 40.-

Naar gelang dit besluit op de in artikel 39 bepaalde wijze in werking treedt, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 11 Juni 1935 tot samenordening van de bepalingen betreffende de inrichting der scholen voor maatschappelijk dienstbetoon, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 Maart en 12 Juni 1936 en bij de besluiten van de Regent van 8 Maart 1946 en 11 Maart 1947 ;

2° het besluit van de Regent van 1 Juni 1949 tot inrichting van de overgangs- en eindexamens in de Rijksinstituten voor sociale studiën.

Artikel 41.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Openbaar Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,
De Minister van Openbaar Onderwijs,
De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1952.
De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.